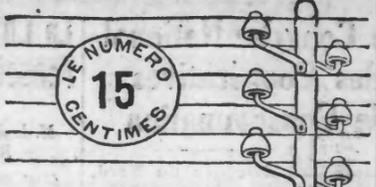




# Le Réveil du Nord



Edition du "RÉVEIL DU NORD" Lille

Bureaux : 39, rue Pauvrée, ROUBAIX et 2, place de l'Hôtel-de-Ville, TOURCOING

## ... L'ŒUVRE ... de Reconstitution

**Le montant approximatif des indemnités pour dommages de guerre s'élève pour la France à 90 milliards dont 28 milliards pour le Nord :**

Quatre ans et demi se sont écoulés depuis que l'œuvre de destruction a pris fin et, maintenant, les hommes s'efforcent de rélever les ruines qu'ils ont accumulées.

Notre Département du Nord s'est mis rapidement à la tâche et, grâce à sa prodigieuse activité, il est l'un de ceux où l'œuvre de reconstitution est la plus avancée.

Dans un rapport très documenté, M. le Préfet du Nord a mesuré le chemin parcouru et indiqué l'effort qui nous sollicite encore.

Nous nous proposons de l'examiner ici et d'en marquer les points principaux.

### L'importance des dommages causés

D'une enquête, menée près des commissions cantonales, il résulte que les pertes subies par les sinistrés ont été évaluées par eux-mêmes à la somme totale de 11 milliards 686 millions de francs (valeur 1914), pouvant se décomposer comme suit :

Dommmages mobiliers ..... 7.037 millions  
Dommmages immobiliers .. 4.649 millions  
ou encore :

Dommmages aux mines ..... 280 millions  
Dommmages industriels ..... 4.537 millions  
Dommmages non industriels .. 6.983 millions

La valeur de remplacement sollicitée atteint 35.570 millions. Toutefois, le pourcentage de réduction appliqué ramènera à la moitié cette somme à vingt-huit milliards.

Sur 1.071.626 demandes qui leur furent soumises, les commissions cantonales ont rendu 942.433 décisions non représentant qu'une valeur de remplacement de 12.800 millions.

Les 129.240 demandes qui restent en instance étant surtout de nature industrielle, bénéficieront sans nul doute d'un coefficient beaucoup plus élevé que celui accordé jusqu'ici aux petits dommages.

En effet, les industriels qui ont eu l'avantage d'obtenir des avances importantes ou de réaliser des emprunts leur permettant d'achever leur reconstruction ne manquent pas de revendiquer de gros coefficients correspondant aux dépenses engagées.

Cette remarque s'imposait à l'attention de nos lecteurs.

Le Département du Nord est le premier pour l'importance des dommages à accorder aux sinistrés.

Les autres départements dévastés peuvent être classés comme suit :

Aisne ..... 16 milliards  
Pas-de-Calais ..... 14 milliards  
Somme ..... 8 milliards  
Marne ..... 6 milliards  
Ardennes ..... 6 milliards  
Meurthe-et-Moselle ..... 4 milliards et demi  
Meuse ..... 4 milliards  
Oise ..... 2 milliards et demi  
Vosges ..... 500 millions

Les règlements effectués s'élèvent à 41 milliards 265 millions dont 16 milliards et demi pour le Nord

Pour se libérer de ses dettes vis-à-vis des sinistrés, l'Etat a adopté trois modes de règlement : 1. les avances en espèces et en nature les paiements par annuités et les comptes au fur et à mesure des justifications d'emploi.

Au 31 Décembre dernier avaient été accordés :

Avances ..... 12.475 millions  
Paiements par annuités .. 2.236 millions  
Comptes ..... 1.367 millions

Soit, pour notre Département du Nord un peu plus de 16 milliards.

Figurent ensuite au tableau des règlements effectués :

Pas-de-Calais pour la somme de ..... 6.056 millions  
Aisne ..... 5.891 millions  
Meurthe-et-Moselle ..... 2.511 millions  
Ardennes ..... 2.435 millions  
Somme ..... 2.281 millions  
Meuse ..... 2.352 millions  
Oise ..... 1.443 millions  
Vosges ..... 842 millions  
286 millions

Soit pour l'ensemble des dix départements dévastés une somme totale de 41 milliards 265 millions.

Le Département du Nord a donc obtenu jusqu'ici 40 % des crédits totaux affectés aux Régions dévastées et ainsi s'avère sa faculté de réajustement, qui va se trouver désormais entravée par la réduction des crédits qui lui sont réservés.

En effet, pour l'exercice 1923, sur onze milliards affectés aux besoins de la reconstitution la part attribuée au Département du Nord est fixée à la somme de dix milliards 856 millions dont 966 millions seulement en espèces, contre 2 milliards 161 millions qui lui avaient été attribués en 1922.

480 millions se trouvent affectés à la reconstitution de immeubles bâtis tandis que, l'an dernier, cette reconstitution avait absorbé 920 millions.

A la lumière de ces chiffres, se révèlent toutes les conséquences d'une politique incohérente, qui sacrifie à des satisfactions d'amour-propre les intérêts du Pays.

P. DELCOURT,  
Conseiller général du Nord.

**Un américain médaillé de la prévoyance sociale**

## LES CHEMINOIS AU TRAVAIL A 120 à l'heure sur le rapide Paris-Lille

Trois fois par semaine, sur leur boîlle haletant, les mécaniciens et chauffeurs de rapides, effectuent le pénible voyage, aller et retour, de Lille à la capitale

Prendre le rapide de 7 heures du matin, en gare de Lille pour être déposés, à Paris à 10 heures 10, après un peu plus de 3 heures de parcours, c'est un voyage tout à fait ordinaire, que des centaines de Lilleois effectuent tous les jours, confortablement installés sur les coussins gris-clair des wagons de la Compagnie du Nord en lisant le dernier numéro du journal.

Combien peu de ces voyageurs cependant, se rendent compte du travail efficace fourni par les hommes qui les conduisent, et des soins qu'il a fallu apporter au « cheval de tête » avant de l'atteler à la tâche.



LE RAPIDE PARIS-LILLE en BASSE CAMPAGNE

de lui remettre de s'élever sur les longs rubans d'acier qui volent à la Capitale des Flandres à la Ville Lumière ? Des mécaniciens que nous avons interviewés hier ont bien voulu nous parler de leur vie pénible et des lourds machines qu'ils pilotent.



LE CHAUFFEUR A SON POSTE DEVANT LE BRASIER DE LA LOCOMOTIVE

Nous allons essayer de faire pénétrer nos lecteurs dans le monde de ces mécaniciens de Fives et de les faire suivre du départ à l'arrivée, le rapide « compound » qui les conduit tous les jours de Lille à la gare du Nord à Paris.

Les locomotives de rapides actuellement en usage sur le réseau du Nord, sont des machines de type « Compound », à deux et trois roues coupées, d'un poids moyen sans le tender de 75 tonnes, et d'une force de 1.800 HP, qui peuvent courir à une vitesse de 150 kilomètres à l'heure.

Paris ! Tout le monde descend ! ... Exemple cependant le mécanicien et son chauffeur, qui doivent reconduire leur machine au dépôt, pour une troisième révision. Après avoir passé la nuit au dortoir des cheministes, de Lille, pour effectuer un trajet qu'ils ont déjà couvert des centaines, sinon des milliers de fois.

Ces locomotives qui doivent être entourées des plus grands soins, font en moyenne trois fois le voyage de Paris aller et retour par semaine, et ont un chiffre de réparation après avoir effectué un parcours total de 70.000 kilomètres, c'est-à-dire après un peu plus de 10 mois de service.

Telle est la vie pénible des conducteurs de rapides du réseau du Nord, vie toute de travail et de responsabilité. Une minute d'inattention, une fausse manœuvre, et c'est la catastrophe, qui coûtera peut-être la vie à des centaines de personnes.

Après cinq à six ans de roulement, on les expédie dans les grands ateliers de réparation, où elles sont complètement remises à neuf. Ces locomotives, difficiles à conduire, doivent être confiées des mécaniciens d'élite.

Rompus aux fatigues de leur dur métier les mécaniciens de rapides ont conscience de leur devoir et de leur énorme responsabilité.

Pour être mécanicien sur un rapide, il faut avoir été ajusteur, chauffeur et mécanicien sur des machines de trains ordinaires, de marchandises ou de voyageurs. En un mot, il faut avoir fait ses preuves, être doué d'une bonne vue et posséder une bonne « dose » de sang-froid.

Dans l'ombre, sans bruit, sans fanfaronnerie, ils exercent leur profession en travailleurs sérieux et consciencieux. N'ont-ils pas droit à toute notre admiration ?

Marcel POLVENT.

**La toilette et le petit déjeuner de la locomotive**

La machine qui doit partir à 7 heures du matin, est remise au dépôt la veille dans le courant de l'après-midi. Dès son arrivée, elle a été soigneusement révisée par les mécaniciens, et préparée pour le prochain voyage.

**L'attentat contre M. Caillaux**

Une enquête est ouverte contre un avocat à la Cour

Toulouse, 11. — On sait que jeudi, M. Caillaux fut assailli par une bande composée de 30 à 40 individus qui l'assomèrent à coups de cannes et de matraques et que, grièvement blessé, l'ex-président du Conseil fut transporté à l'Hôtel-Dieu.

A la suite de l'agression qui se produisit contre lui, M. Caillaux a porté plainte.



Le Parquet de Toulouse a ouvert une enquête contre un avocat à la Cour et plusieurs autres personnes, pour coups et blessures avec préméditation et quest-apens.

Il a désigné M. Signoret, juge d'instruction, pour suivre l'affaire.

Après avoir reçu des soins à l'Hôtel-Dieu, M. Caillaux a été reconduit à l'hôtel où il était descendu. Son état est satisfaisant.

**Une demande d'interpellation à propos de l'agression**

Paris, 11. — MM. Herriot, député du Rhône et Ducas, député de la Haute-Savoie, ont déposé une demande d'interpellation sur ce fait, qu'un citoyen français a pu être l'objet en plein jour d'un attentat public de la part de perturbateurs systématiques de l'ordre.

## La résistance passive diminue dans la Ruhr

Mais des sentinelles ont encore essuyé des coups de feu

Dusseldorf, 11. — La résistance passive diminue dans la grande masse de la population. De nombreux commerçants déclarent qu'ils se soumettraient volontiers à nos décrets s'ils ne craignaient les représailles de leur pays.

De nouveaux carreaux de mines ont été saisis hier sans aucun incident. On a arrêté un ingénieur en chef et un directeur de mine pour complicité dans un acte de sabotage. Des coups de feu ont été tirés sur des sentinelles aux abords de la mine Lotheringen et à Kastropp.

**Une saisie d'un milliard et demi de marks**

On a saisi un milliard 500 millions de marks destinés au paiement des salaires des ouvriers de deux mines. La somme a été versée au Trésor, ces mines étant en retard pour leurs impôts sur le charbon.

**255 nouvelles expulsions**

Coblenz, 11. — La Haute Commission internationale des territoires rhénans vient de prononcer 255 nouvelles expulsions de fonctionnaires allemands appartenant pour la plupart au service des chemins de fer et à l'administration des postes.

**Du retard dans la remise de la réponse anglaise**

Elle est prête, dit-on, mais il faut encore la retoucher

Londres, 11. — La réponse britannique aux propositions allemandes est prête, mais il reste à mettre une dernière couche au texte, ce qui sera fait aujourd'hui.

La réponse britannique ne sera donc pas communiquée à la France et à la Belgique avant demain.

Elle ne pourra donc être remise à l'Allemagne avant dimanche.

**Malade, le cabinet Cuno est condamné**

Berlin, 11. — Le cabinet Cuno est généralement considéré comme condamné, non seulement dans les milieux socialistes, mais parmi ses amis.

Le « Gazette de la Bourse », qui appartient à un cercle de amis personnels du chancelier, écrit : « Il est vrai de dire que le chancelier se défend volontiers du lourd fardeau qu'il n'a pas sollicité, dès que les circonstances le permettent. »

Il est possible qu'il se soit demandé lui-même s'il ne ferait pas mieux, dans une période comme celle-ci, de remettre les rênes du pouvoir à une personnalité de tempérament plus vif.

Le cabinet Cuno n'a pas été créé pour l'éternité et il n'a pas l'ambition, son chef en particulier, de s'opposer à tous les vents contraires.

**Près de Douai, un ouvrier a été tué par l'explosion d'une grenade**

Un terrible accident s'est produit l'autre nuit à l'usine Gabes, à Fiers-on-Escrebief. Il était environ minuit, lorsqu'une formidable explosion mit en émoi le personnel de l'établissement.

Dans la cour, non loin du bâtiment principal, on découvrit inanimé et haletant dans une mare de sang, un ouvrier, Jean-Baptiste Dufour, 42 ans, née à Oignies, et demeurant à Aubry.

Le malheureux avait les mains littéralement arrachées et portait en outre de graves blessures à la tête et à la poitrine.

Le docteur Brel, de Dorigmies, mandaté d'urgence, lui prodigua les premiers soins et le fit conduire à l'Hôtel-Dieu de Douai, où l'amputation des avant-bras fut pratiquée d'urgence.

Mais tout fut inutile; le blessé ne tarda pas à succomber.

Les causes de l'accident n'ont pas encore été réellement établies. On croit cependant que c'est l'explosion d'une grenade qui a causé la mort du malheureux Dufour.

## Une Cité Universitaire va s'ériger dans Paris



UNE CITE UNIVERSITAIRE VA S'ERIGER BOULEVARD JOURDAN, A PARIS. On voit ici M. BERARD, Ministre de l'Instruction Publique en posant la première pierre

(On remarque au premier plan à droite, la présence de l'inévitable « titi » parisien, en l'occurrence, un garçon boucher qui a réussi à se glisser avec son panier au premier rang des personnages officiels.)

## Le drame de l'hôtel Cecil à Lausanne

Après l'assassinat de M. Vorowsky on apprend qu'Ismet est menacé

Nous avons relaté hier, dans nos dernières éditions le drame sanglant qui se déroula jeudi à 21 h. 30 à l'hôtel Cecil, de Lausanne. M. Vorowsky, le délégué des Soviets à la conférence pour la paix en Orient fut tué d'un coup de revolver par un voisin de table et deux autres membres de la délégation russe, MM. Ahrens et Didvilkowski furent blessés grièvement par le même individu, un suisse Conradi, 33 ans, qui se constitua immédiatement prisonnier.

**L'état des blessés s'est amélioré**

Lausanne, 11. — L'état des deux blessés s'est amélioré. Ils ont pu lire, ce matin, les journaux suisses dans leur lit. On essaiera d'extraire, aujourd'hui, la balle que M. Didvilkowski a reçue dans le ventre.

Quant au chef du bureau de propagande M. Ahrens, il demeure alié. La balle qu'il a reçue sous l'aisselle a été extraite dans la nuit.

**L'aélation turque inquiète pour son chef**

Quoi qu'il en soit, la conférence de la paix se réunit ce matin, à 10 heures 30, en comité politique comme il avait été prévu. Un des résultats du drame d'hier a été de laisser l'incertitude dans la délégation turque, qui n'est pas sans quelque appréhension touchant le sort d'Ismet pacha. La délégation turque aurait été avisée, peu de temps après son arrivée à Lausanne, qu'un complot arménien aurait été ourdi contre la vie de Ismet pacha. Encore que le chef de la délégation turque soit l'objet d'une protection spéciale, l'événement d'hier, à Lausanne, a ravivé certaines craintes touchant la sécurité de la délégation turque.

**Un appel communiste suisse au peuple révolutionnaire**

Genève, 11. — Le comité central du parti communiste suisse lance un appel au peuple des travailleurs et aux ouvriers révolutionnaires. Cet appel porte à la connaissance des prolétaires le meurtre de M. Vorowsky, à Lausanne, et continue en posant cette question : « Quels sont les complices de ce meurtre ? Il s'agit de l'interdire, par un refus de permis d'entrer en Suisse, toutes communications entre la délégation des Soviets et le gouvernement des ouvriers et paysans de la République. »

**Le Conseil Fédéral manifeste son in-ignation du crime**

Berne, 11. — Le Conseil fédéral a chargé le département politique de publier une note exprimant son indignation et de présenter ses condoléances à Mme Vorowsky, qui est allée à Lausanne.

D'autre part, le Conseil a décidé de maintenir sa décision à l'égard de la délégation soviétique à Lausanne.

Tant que la Russie ne sera pas invitée, le visa sera refusé à toute personne se réclamant du titre de délégué ou de courrier.

**La famille de Conradi**

Berne, 11. — La famille de Conradi, assassin, était très connue à Petrograd. Elle tenait une confiserie à la Perspective Nevski, dans l'immeuble de l'hôtel d'Europe. Les membres de cette famille auraient été officiellement assassinés pendant la révolution. D'origine suisse, ils s'étaient naturalisés russes depuis plusieurs générations.

Dans l'armée russe, il y avait un colonel Conradi, mort depuis longtemps.

Dans l'armée de Denikine, servait un officier de ce nom. « Novoté Vremia » comptait un rédacteur du nom de P. Conradi, russe et orthodoxe, mort pendant la guerre. Ce serait donc un russe, naturalisé suisse, peut-être récemment, qui aurait tué M. Vorowsky.



M. VOROWSKY

Le corps de M. Vorowsky est resté jusqu'à ce matin dans le local où s'est produit l'assassinat. A 6 heures, il a été transporté à l'Institut pathologique.

Des instructions télégraphiques ont été demandées à Moscou, dans la nuit, quant aux obsèques de M. Vorowsky. Le commissaire de la Croix-Rouge russe à Berne, M. Budzowski, est arrivé ce matin, en automobile, pour s'occuper des affaires de la délégation soviétique. Le corps de la victime sera embaumé aujourd'hui.

**Y a-t-il des responsables ?**

On sait que la délégation soviétique a porté, contre les autorités fédérales suisses l'accusation de n'avoir pris aucune mesure de protection en sa faveur. A cette accusation, la police répond, aujourd'hui, que M. Vorowsky et ses compagnons, étant des individus de tout caractère officiel n'avaient pas à être soumis à un régime différent des autres étrangers.

D'autre part, un communiqué de la police suisse a signalé qu'un service de surveillance et de protection fut offert à M. Vorowsky et que ce dernier refusa ce service.

**L'assassin n'appartient à aucun parti politique**

Quant à la thèse que, malgré ses blessures, le chef de propagande Ahrens a développé, cette nuit, devant des journalistes, et d'après laquelle les alliés doivent être rendus responsables de l'assassinat d'hier, elle tombe par le fait que le crime fut l'acte d'un isolé. Il se confirme, en